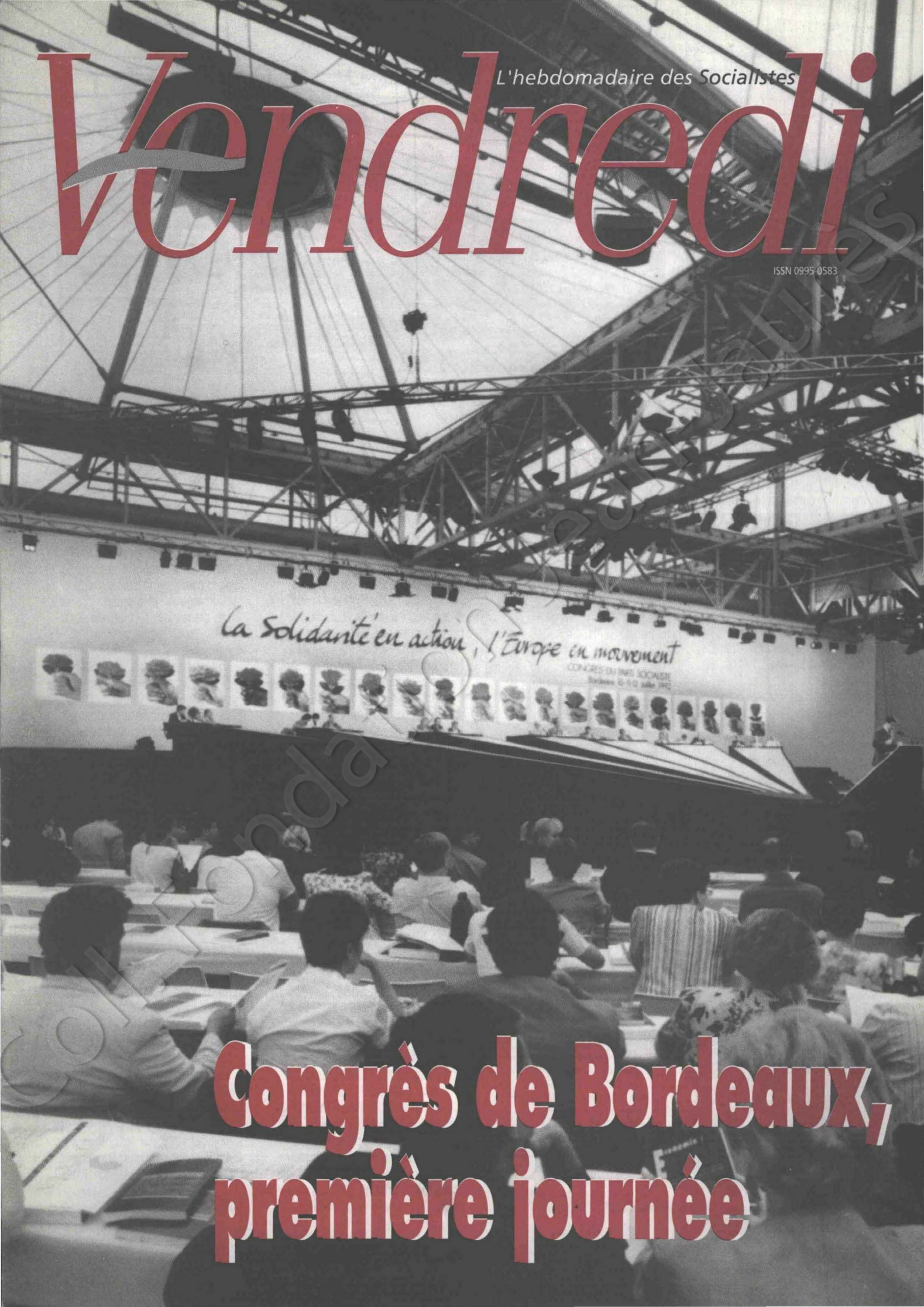
L'hebdomadaire des Socialistes

Vendredi

ISSN 0995-0583

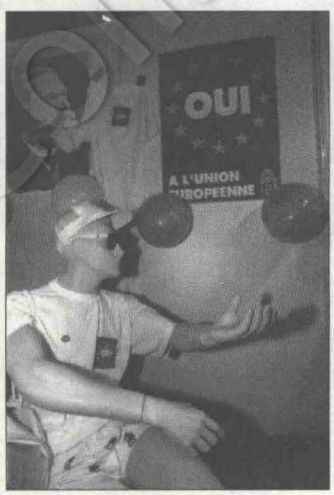


Congrès de Bordeaux, première journée

collection Fondation Jean Jaurès

SEA SIDE SHOPPING

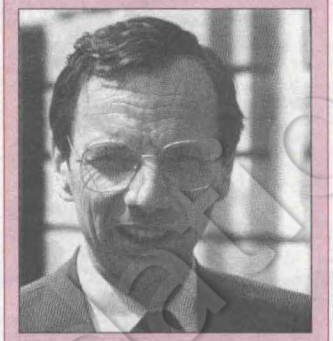
Un saut à la boutique communication s'impose avant le grand départ vers les plages de vacances.
Les city boys, chefs de cabinet ou chargés de mission trouveront la tenue estivale "yuppie" qui leur convient,
classique mais pas guindée, avec le polo Lacoste et la visière pour les greens. Ils oseront peut-être le caleçon coquinement semé de poings et roses et n'omettront pas de glisser dans leur valise un jeu de bridge et le désopilant "Nouveau Concert européen" de notre ami Jacques Delors.
Les militants, nostalgiques du maillot de corps populo échancré, seront ravis par les bobs ou casquettes blanches, ainsi que par les chaussettes assorties, tendance spartiate.
Les autocollants pour la vitre arrière de la "familiale", le décapsuleur pour les mousses,
la cravate imprimée pour le bal du 14 juillet, quelques pioupiou glissés dans la banane pour les gosses,
complèteront la panoplie furieusement 36.
Surtout ne pas oublier son 14.92 code Attali,
pour les soirées pluvieuses.
Les plus facétieux de nos camarades vont craquer pour les lunettes fluo et les parures roller,
un peu trop à plume.
Les pin's MJS,
gage d'éternelle jeunesse,
les mystérieux coupe-vent et les chants de lutte pour des soirées follement kitsch,
sont les accessoires must à fourrer dans son sac marin.





Pour des raisons techniques, nous n'avons pu prendre en compte les interventions que jusqu'à 17 h A suivre...

LES DELEGATIONS ETRANGERES

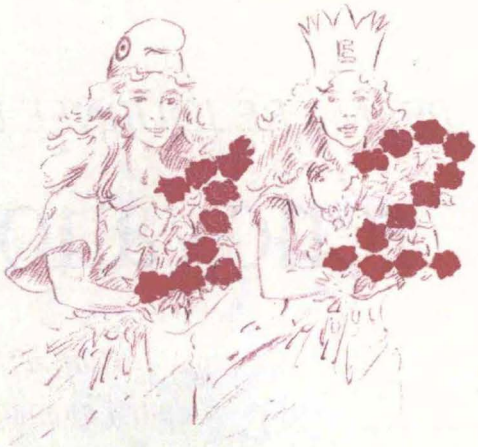


Les délégations étrangères présentées par Gérard Fuchs ont été chaleureusement accueillies par les congressistes. Leur grand nombre ne permet pas de les citer toutes, notamment les partis frères de la Communauté européenne. A signaler la présence de représentants du Front Polisario, de l'Organisation de libération de la Palestine, l'Union socialiste des forces populaires du Maroc, l'Union démocratique des forces du progrès du Bénin, l'Union du peuple camerounais et le Front populaire ivoirien, le Parti socialiste sénégalais, celle d'Ait Ahmed pour le Front des forces socialistes.
Isabel Allende prendra la parole au nom du Parti socialiste chilien. Le Mouvement national arménien a envoyé des représentants ainsi que l'Union sociale-démocrate de Croatie, la Lettonie, la Slovénie, la Ligue civique de Serbie. Vytenis Andriukaitis représentait le Parti social-démocrate lituanien, et Petre Roman la Roumanie. A citer enfin le Parti démocratique du Kurdistan d'Iran, le Parti travailliste israélien, le Front sandiniste de libération nationale du Nicaragua et le Parti du peuple du Pakistan.

HEUREUX ANNIVERSAIRE

Et si on chantait "La Marseillaise", pour une fois, pour son anniversaire, pour ses deux cents ans ?
On a connu des clôtures de congrès où claquait "L'Internationale", "Changer la vie" a fait swinguer les militants, "L'Hymne à la joie" a ouvert l'année de l'Europe, mais jamais de "Marseillaise"...
Tout se passe comme si droite et extrême droite l'avaient confisquée : musclée ou molassonne, selon l'étalonnage sur l'échelle réactionnaire, en tous cas inadmissiblement reggae pour les paras qui s'en croient les vestales.
La gauche l'a pourtant naturellement retrouvée, un jour de joie, sous une pluie de mai, devant le Panthéon, en 1981.
Jaurès, qui qualifiait "L'Internationale" de "suite prolétarienne de la "Marseillaise", lui reconnaissait clairement des vertus universellement révolutionnaires, tout comme les grévistes du Front populaire.
"Marseillaise" de la Marne et de Valmy, chant de la classe ouvrière en 1910, hymne de ralliement de toutes les révoltes, "Carmagnole" ouvrière des guesdistes du Nord, en dépit de son accaparement par une bourgeoisie républicaine ventripotente de préfecture, il y a usurpation.
"Epée de chevet de la France", pour certains, Te Deum républicain, pour d'autres, les formules ne manquent pas pour ce chant de guerre composé pour l'armée du Rhin. Œuvre de Rouget de Lisle, capitaine du génie, ce compositeur amateur l'improvise, pour ainsi dire, une soirée d'avril 1792, après un bon repas chez le maire de Strasbourg, Dietrich. La scène, théâtralement intime, a été épinalisée par le peintre Pils, dans les années 1850.
Ce chant guerrier au patriotisme sanguinaire l'emporte alors, sans peine, sur la sans-culotide "Carmagnole" et le canaille "Ça ira".
Les thèmes des six couplets sont dans l'air du temps, aussi est-ce naturellement que les Marseillais, en marche sur Paris, l'été 1992, l'entonnent lors de la prise des Tuileries, le 10 août.
La strasbourgeoise se méditerranise à jamais. Si Napoléon la boycotte, lors de la déroute de la Berezina, elle éclate par delà les ans.
"Quand tout va mal, ils chantent "La Marseillaise", note alors son compositeur, relégué par l'Empire.
Proscrite sous la Restauration, les Trois Glorieuses de 1830 la ramènent sur les barricades, splendidement lancée par la Liberté dépoitraillée de Delacroix.
Beaucoup tentèrent des contre-feux au cours des ans.
Hymne poétiquement anodin de la paix de Lamartine, minable ersatz de Déroulède pour l'inauguration de l'expo universelle de 1878, sénilité maréchalesque de l'Etat français, vaines polémiques en son année de bicentenaire, personne n'a pu la museler durablement.
Qu'on se souvienne quelle gueule avait la "Tricolore", chantée une nuit de juillet 1989, par Jessy Norman.
Alors, "Allons enfants..." on connaît bien quelques couplets, que diable !

Cf. "Les Lieux de mémoire", sous la direction de Pierre Nora, Gallimard.



CONGRES DU PARTI SOCIALISTE

Les 718 délégués ne sont pas encore tous arrivés au Parc des expositions de Bordeaux, lorsqu'à 11 heures trente, Philippe Madrelle, président du conseil général de Gironde, ouvre le congrès en cédant la parole à Serge Lamaison, premier secrétaire fédéral de Gironde. Celui-ci se déclare heureux d'accueillir les congressistes sur une "terre de longue et permanente tradition socialiste". Affirmant que les socialistes girondins restaient "combatifs autour de François Mitterrand et du gouvernement", il évoque les difficultés auxquelles est confrontée la région : emploi, avenir du monde rural, désenclavement. Il plaide également pour que "cessent les querelles de clans et d'hommes" au sein du PS afin que ce congrès soit celui de "l'unité retrouvée et de l'ambition toujours renouvelée".

RENOVATION...

Après avoir affiché une solidarité sans faille à Henri Emmanuelli, Daniel Vaillant, secrétaire national aux Fédérations, aborde le thème central de la journée : la rénovation du fonctionnement du PS. Commentant les propositions qui ont été adoptées dans l'après-midi, il déclare : "J'ai lu, ici ou là, que ces propositions n'étaient pas suffisamment audacieuses. Lorsqu'elles seront traduites dans la réalité, vous verrez qu'elles auront des incidences profondes dans la vie du Parti et qu'elles induiront de nouveaux comportements et des règles du jeu différentes de celles d'aujourd'hui. Je pense en particulier au renforcement important du rôle des premiers secrétaires fédéraux mais je pense également au poids accru de l'échelon régional, et aussi à la mise en place d'un conseil national, véritable parlement du Parti." Puis, il présente des propositions qui visent à assurer d'abord un renouveau : "Après les élections régionales, rien ne serait pire que de donner le sentiment du repli sur soi. Et l'essentiel des modifications que nous proposons visent à ouvrir le Parti socialiste et à se donner les moyens de nouer une relation plus forte avec la société. (...) D'où des propositions très concrètes : ouverture en direction des sympathisants, organisation de conventions thématiques, ouverture de l'instance nationale à des représentants des partis socialistes européens, création de commissions permanentes ouvertes à des acteurs du monde économique, social, culturel... toutes ces mesures visent à se réapproprier une capacité d'écoute, de dialogue et de délibération qui a fait dans le passé le succès du Parti socialiste.

La première journée du congrès de Bordeaux a été consacrée essentiellement à la rénovation du PS et a permis aux socialistes d'exprimer leur totale solidarité à Henri Emmanuelli.

...ET OUVERTURE

Cette volonté d'ouverture au plan organisationnel n'est pas sans lien avec le débat que nous allons avoir sur la stratégie. Si, comme je le crois, nous sommes tous attachés à la permanence d'un grand Parti socialiste fort et puissant, nous sentons bien que c'est aussi dans le dialogue et dans d'éventuels rapprochements avec d'autre forces politiques -je pense notamment aux écologistes- que nous pourrons susciter une dynamique politique positive. (...) Je n'ai pas toujours compris le débat qui, il faut l'admettre, n'a pas eu beaucoup



▼ *Serge Lamaison.*

d'écho, sur la question des courants. Autant je pense qu'il est légitime de regretter les excès liés à la pratique des courants, autant la remise en cause du pluralisme interne au Parti socialiste aurait été un contresens complet. Comment aurions-nous pu affirmer notre volonté d'ouverture à l'extérieur si, dans le même temps, nous nous étions évertués à remettre en cause le pluralisme à l'intérieur ?" Puis, dans le but d'un "ressourcement militant", Daniel Vaillant explique les principes qui président aux nouvelles modalités de désignation des responsables du Parti : "Les principaux dirigeants, secrétaires de section, premiers secrétaires fédéraux, premier secrétaire, seront désignés par un vote uninominal à deux tours, dans la section, dans le congrès fédéral, dans le congrès national. Les instances de directions locales, fédérales, régionales, nationales du Parti seront désignées par le vote dans le cadre de la représentation proportionnelle en assemblées de motion." Enfin, Daniel Vaillant insiste sur l'esprit de rassemblement qui a permis l'adoption des mesures de rénovation. Il conclut sur les perspectives stratégiques : "Je crois que nous ne pouvons pas nous résoudre à l'affaiblissement durable du clivage entre la droite et la gauche. Car, en fait de recomposition, ce qui apparaît alors, c'est un autre clivage qui ne me paraît pas sain pour la démocratie et qui oppose les partis dits traditionnels exerçant ou ayant exercé le pouvoir, aux partis protestataires ou uniquement revendicatifs." Et Daniel Vaillant d'en appeler à la reconstruction d'une gauche forte et puissante, de nouveau offensive. Le Parti socialiste peut être l'instrument de cette recomposition-là. Il peut à nouveau, dans une démarche d'ouverture et de dialogue, agréger des forces sociales et politiques qui sont aujourd'hui en déshérence. La perspective historique qui était la nôtre à Epinay reste d'actualité." ◆

PREMIERE JOURNEE DU
rénovation

Bien que fort affectés par l'annonce de la mise en cause d'Henri Emmanuelli, les congressistes n'en ont pas moins déterminé et défini les objectifs de rénovation du Parti. Nous résumons les interventions sur la modification des statuts.

Alain Clayes

Les militants ressentent un besoin de renouveau, estime le premier secrétaire fédéral de la Vienne. Renouveau des idées, des structures et des pratiques du Parti. Avec deux objectifs : une plus grande liberté des discussions qui permette de retrouver le plaisir du débat et un lien direct avec les hommes et les femmes dans les communes, les quartiers "pour confronter nos propositions avec les aspirations des gens." Bref, le PS doit redevenir un parti à l'écoute, solidaire, actif et audacieux.

Gisèle Stievenard

Qu'en est-il aujourd'hui de la place des femmes dans le pays et dans le Parti ? "Le texte adopté par les militants contient des avancées mais les statuts ne sont pas tout et beaucoup dépend de notre volonté collective... Il reste énormément à faire contre l'archaïsme qui consiste en une citoyenneté à deux vitesses."

QUELLE PLACE POUR LES FEMMES DANS LE PARTI ?

Un archaïsme qui peut s'illustrer par un seul exemple : quand, dans un département, les femmes représentent 54% de la population et 58% des inscrits, elles n'étaient plus que 12,5% des élus lors des élections locales de mars dernier.

Daniel Frachon

Il a rappelé la nécessité de "rénover, après les graves affrontements de Rennes, notre dispositif statutaire, parce qu'il fallait redonner la parole aux militants sur les questions de démocratie interne et moderniser car, dans le monde dans lequel nous vivons, les organisations qui ne peuvent s'adapter sont guettées par un déclin inéluctable.
Nous avons trop souffert, dans le Parti, du non-respect permanent des règles avec, pour conséquence, une justice à deux vitesses : une sévérité à la base, une indulgence au sommet. On a trop joué sur les cas de conscience pour expliquer les manquements au respect des règles élémentaires ; les décisions doivent être assumées par tout le Parti à tous les niveaux".

Daniel Mayer

Le secrétaire du Parti pendant la Résistance, ancien ministre, ancien président du Conseil constitutionnel et ami de Léon Blum a été très chaleureusement applaudi. Chargé par Laurent Fabius de présider une commission des sages avec Yvette Chassagne et Robert Verdier, commission "à même d'étudier les problèmes afférents à ce que l'on a appelé les affaires", il a commencé par énumérer ce "qu'elle ne devait pas faire : s'ériger en tribunal ou en juge d'instruction,, condamner les uns ou disculper les autres." Revenant sur l'actualité, il a affirmé : "A mes yeux, il n'y a pas d'affaire Emmanuelli mais il pourrait bien y avoir, s'il continuait à être plus antisocialiste qu'anticorruption, une affaire Van Ruymbeke. Nous n'avons pas à rougir. Il n'y a de dérapages que dans une proportion normale dans une société comme la nôtre. Il y a 52 ans, quatre-vingts parlementaires ont voté contre les pleins pouvoirs au maréchal Pétain, la moitié étaient socialistes. Cela marque leur



CONGRES DE BORDEAUX

et ouverture

attachement à la République. N'y a t-il pas, derrière la publicité donnée à cette affaire, derrière certaines attaques, ce qui ressemble à un néopoujadisme préjudiciable au sentiment républicain ?" Les risques de corruption sont liés, pour lui, à une décentralisation insuffisamment contrôlée.
"Les dérives apparaissent lors des deuxième et troisième mandats. Ce ne sont pas les cas soulevant une grande suspicion mais les petits cadeaux qui peuvent être les plus dangereux. A nous aussi, qui avons dénoncé la société d'argent, mais en sommes pourtant imprégnés, il faut une grande résistance." Il a terminé en faisant part des conclusions des travaux de la commission, et insisté sur "Le respect

> **CHAQUE CANDIDAT OU ELU DOIT RESPECTER UN CERTAIN NOMBRE DE REGLES**

pour chaque candidat ou élu d'un certain nombre de règles : la séparation de ses comptes personnels des activités de campagne ou de ses activités d'élu, la publication de son patrimoine. Nous pouvons être d'accord sur un certain nombre de propositions du rapport Bouchery (rapport demandé par le premier ministre sur la prévention de la corruption) et notamment afin de renforcer les moyens des tribunaux pour faire mener des enquêtes sur place, soumettre les marchés d'études au droit commun et prévoir la suppression des clauses et de la pratique de reconduction tacite de contrats de concession.
La contrepartie de cette exigence à l'égard des candidats est une solidarité complète de tout le Parti."

Jacques Hablot

Le délégué national du GSE-Aérospatiale se félicite de la reconnaissance du rôle prioritaire des sections d'entreprise, souligné récemment par Laurent Fabius, et devenu très difficile à tenir ces dernières années. Et avance trois propositions : une organisation régionale adaptée aux nouvelles responsabilités des collectivités locales ; une étroite coopération entre la commission nationale Entreprises et l'actuelle commission économique du Parti ; une coordination étroite entre les GSE, les élus et les cabinets ministériels.
Vingt-deux rencontres régionales se tiendront à la rentrée pour organiser concrètement l'action des socialistes dans les entreprises et les administrations.

Pascale Le Néouanic

Signataire de la motion "La Belle Alliance", Pascale Le Néouanic applaudit au maintien de la représentation proportionnelle des courants "essence même du fonctionnement du PS". "Quoi qu'en disent certains, les synthèses se font et, quand une majorité a pris une décision, l'action de tous les socialistes est engagée."
Soulignant que "le mouvement socialiste est en crise partout dans le monde,



LES NOUVEAUX STATUTS ADOPTES A 97,6%

La commission de vérification des votes dans les fédérations a donné les résultats suivants :

- ***54.648 votants***
- ***50.605 exprimés***
- ***49.370 pour le texte, soit 97,56% des exprimés***
- ***1.235 contre, soit 2,44% des exprimés***
- ***2.832 abstentions, soit 5,18% des votants***
- ***1.150 refus de vote, soit 2,10% des votants***
- ***61 blancs ou nuls, soit 0,11% des votants.***

Une fédération n'a pu tenir son congrès dans des conditions satisfaisantes, mais la commission validera les votes en contrôlant elle-même la régularité des opérations.
Pour deux fédérations, faute d'informations suffisantes, les résultats ne sont pas validés.

Pascale Le Néouanic appelle à reconnaître et à s'engager auprès des forces de renouveau qui se font jour : mouvements sociaux de quartier, mouvements de jeunes, militantisme urbain.

Alain Anziani

Le candidat tête de liste pour la région Aquitaine commence par souligner l'étrange paradoxe qui fait que "lorsqu'on inculpe un agent de Vichy (Papon était préfet de Bordeaux sous l'Occupation), on l'apprend des semaines plus tard, quand il s'agit du trésorier du PS, on le sait un mois avant."
Parlant du mode de désignation, Alain Anziani se réjouit du rôle accru donné aux militants par les nouveaux statuts : "Il est temps de faire confiance aux militants, à leur maturité, au débat. Le texte du comité directeur est un bon texte qui peut donner lieu à une bonne pratique."

Yannick Bodin

Il a présenté le rapport de la commisssion des résolutions sur la révision des statuts nationaux.
"La commission n'a pas retenu les amendements, très peu nombreux, qui auraient mis en cause d'une manière fondamentale le texte adopté par le comité directeur unanime, ni les amendements qui portaient déjà réforme des statuts fédéraux."
Plusieurs amendements concernaient la question des femmes dans le Parti. La commission n'a pas retenu la proposition d'augmenter le quota actuel des femmes de 30%, mais s'est engagé à pénaliser ceux qui ne le respecteraient pas. Une pénalisation qui pourrait aller jusqu'à la non-représentation de la motion fautive.
La commission a également donné son accord de principe pour que voie le jour une commission spécifique des femmes et pour l'existence de commissions fédérales de promotion des femmes.
Estimant qu'il était important que le Parti fasse plus d'efforts pour accueillir ceux qui souhaitent adhérer, la commission a décidé la mise en place, dans chaque fédération, d'un bureau fédéral des adhésions qui vérifiera si les adhésions sont présentées dans de bonnes conditions dans les sections et déterminera la liste des adhérents habilités à voter chaque année.

> **LES STATUTS NE REMPLACERONT JAMAIS LA VOLONTE DE MILITER ET D'ETRE ENSEMBLE**

Enfin, la commission a tenu à souligner, dans les nouveaux statuts, l'impossibilité, pour les membres du Parti, de soutenir d'autres candidats que ceux investis ou soutenus par lui.
Yannick Bodin a demandé aux délégués de mandater le comité directeur pour qu'il procède à la rédaction définitive des statuts nationaux du parti, qu'il entame celle du nouveau règlement intérieur qui en découle et demande à toutes les fédérations de procéder maintenant à la rédaction de nouveaux statuts fédéraux.
"Ces statuts ne sont pas parfaits, a conclu Yannick Bodin, mais, le seraient-ils, qu'ils ne remplaceraient jamais la volonté de militer et d'être ensemble."
Ces nouveaux statuts ont été adoptés à l'unanimité (deux abstentions) par les délégués présents.

Témoignages

PIERRE ROUSSEL, *délégué (92)*
Ma première réaction ? Solidarité et consternation de voir qu'encore une fois cette "coïncidence" intervient à un moment important pour le PS, à la veille d'un congrès.
Je m'interroge sur cet acharnement contre le PS et sur la façon dont, dans ce pays, le droit de l'inculpé, qui en l'occurence ne l'est même pas, est bafoué. Je suis abasourdi.
Une fois de plus, comme en janvier dernier, lorsque nous ressortons la tête de l'eau, on cherche à nous enfoncer.
Il faut réfléchir très vite à une nouvelle organisation de la justice et au principe même de l'inculpation.
Je défie tout homme politique de quelque parti qu'il soit de ne pas avoir bénéficié, directement ou indirectement, d'argent venant de bureaux d'études.

CATHERINE HENRI-MARTIN, *déléguée (63)*
C'est bien la même justice qu'en 1940-1945 : on accorde un non-lieu à Touvier et jette le discrédit sur les responsables socialistes, les uns après les autres !
S'il y a quelque chose, qu'on inculpe tout de suite ceux qui doivent l'être. Mais ces insinuations perpétuelles sont infâmes.
Une fois de plus, le pouvoir du juge d'instruction s'avère exorbitant et le fonctionnement de la justice pour le moins étonnant.

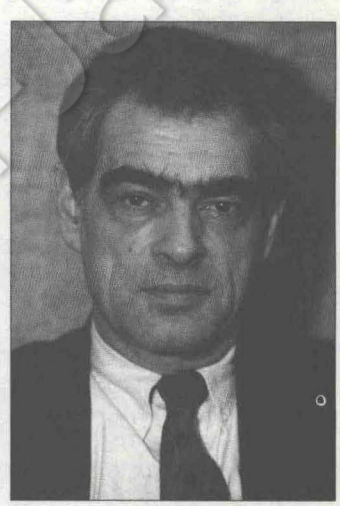
ROLAND VEAUX, *délégué (59)*
Quel hasard extraordinaire ! On inculpe Emmanuelli à la veille d'un congrès. Je suis écœuré. Peut-être voulait-on équilibrer pour moins parler de Léotard... ?

MARC TARIS, *délégué (40)*
Nous avons du "gnac". Le gnac ? Pour les gens du Sud-Ouest, c'est l'agressivité sur un terrain de rugby, la bonne, celle qui fait se battre et gagner. Nous saurons nous défendre. Nous sommes solidaires avec notre président.
Ce nouveau coup est hypocrite et dangereux pour la démocratie.

MARTINE FRANCHON, *déléguée (78)*
Il y a des hasards répétés sur lesquels on peut s'interroger. L'effet d'annonce est détestable. La médiatisation juridique ne va pas dans le sens d'une amélioration du fonctionnement de la justice. On ne pourra pas continuer ainsi à jouer impunément avec une justice déjà en mauvais état. Van Ruymbeke prend le risque de la dénaturer.
Même s'il y a derrière des arrière-pensées politiques, sachons rester sereins.

le PS solidaire

Les socialistes font bloc autour d'Henri Emmanuelli qui pourrait être inculpé par le juge Van Ruymbeke dans l'affaire du financement du PS. Ils s'indignent de cette manipulation politique dont ils sont curieusement les seules victimes.



Le juge Van Ruymbeke a encore frappé. Sans doute une fois de plus en toute indépendance... du calendrier politique. Au mois de janvier, il avait perquisitionné au siège du PS le jour où Laurent Fabius prenait ses fonctions de premier secrétaire. Il avait alors expliqué qu'il n'était pas au courant de l'événement...
Le PS n'était pas au bout de ses peines. Vingt-quatre heures avant l'ouverture du congrès du PS, à Bordeaux, la presse révélait que Renaud Van Ruymbeke avait décidé d'inculper Henri Emmanuelli, en tant qu'ancien trésorier du PS, de juillet 1988 à janvier 1992. A qui veut-on faire croire qu'il s'agit d'une nouvelle coïncidence ? Il est clair que certains magistrats veulent règler des comptes avec le pouvoir politique et avec les socialistes. "J'ai toujours été respectueux de la justice de mon pays mais, cette fois-ci, j'exprime, sur la méthode et sur le fond, ma surprise et mon indignation

d'Henri Emmanuelli

devant le coup monté contre Henri Emmanuelli, contre le Parti socialiste", tonne Pierre Mauroy. Et le maire de Lille ajoute : "Si Henri Emmanuelli était inculpé, il faudrait que soient inculpés tous les socialistes, ainsi que tous ceux qui ont l'honneur de faire de la politique, ceux qui servent la vérité et qui la disent, ceux qui n'acceptent pas d'alimenter une monstrueuse hypocrisie qui ne serait, si l'on n'y prenait garde, qu'une nouvelle forme de maccarthysme..."

DEUX POIDS, DEUX MESURES

Hier, tous les responsables socialistes ont réaffirmé leur soutien au président de l'Assemblée nationale. A commencer par Daniel Vaillant : "Cette annonce tapageuse de pré-inculpation nous concerne tous. En tant que secrétaire national aux fédérations depuis 1988, je me sens tout aussi pré-inculpé qu'Henri Emmanuelli, tout aussi concerné, totalement solidaire, et cela doit valoir pour chacun des dirigeants et des militants." Même tonalité dans les propos de Gérard Lindeperg : "Dans l'exercice de ses responsabilités, Henri Emmanuelli a toujours fait preuve d'une grande rigueur. Il a assumé cette charge en notre nom à tous. Aujourd'hui, nous sommes tous solidaires et lui renouvelons notre confiance et notre amitié." Daniel Mayer a estimé qu'il n'y avait pas "d'affaire Emmanuelli mais peut-être demain une affaire Van Ruymbeke." Laurent Fabius a également condamné les attaques dont Henri Emmanuelli est l'objet : "Le secret de l'instruction ? Pécadille. L'honneur d'un homme ? Peu importe. Le seul reproche, c'est qu'Henri Emmanuelli, président de l'Assemblée nationale, a été pendant plusieurs années le trésorier de la première formation politique française. Une commission d'enquête a révélé les faits : que toutes les formations politiques avaient eu recours à des financements parallèles. S'il s'agit de moraliser les financements politiques, nous sommes pleinement d'accord et nous l'avons fait. S'il s'agit de punir les comportements d'enrichissement personnel, oui, et avec sévérité. Mais si des manœuvres visent à fouiller dans le passé pour salir ce parti et la démocratie représentative en France, nous les combattrons et ne l'accepterons jamais." Et, pour bien montrer que les socialistes faisaient bloc autour du président de l'Assemblée nationale, Laurent Fabius a appelé autour de lui, à la tribune, ses deux prédécesseurs à la tête du PS, Lionel Jospin et Pierre Mauroy. Symbole fort acclamé par tous les délégués, debout, qui avaient réservé, auparavant, une longue et impressionnante ovation à Henri Emmanuelli lors de son arrivée.

Affirmant son soutien à Henri Emmanuelli, Pierre Mauroy a cité Emile Zola :

"Tout semble être contre moi. Les deux chambres, le pouvoir civil, le pouvoir militaire, les journaux à grand tirage, l'opinion publique qu'ils ont empoisonnée. Et je n'ai pour moi que l'idée, un idéal de vérité et de justice. Et je suis bien tranquille, je vaincrai."

Les mécanismes de financement du PS ont été démontés publiquement il y a plusieurs mois. L'éventuelle inculpation d'Henri Emmanuelli se situerait dans ce cadre. Peut-elle apporter des éléments foncièrement nouveaux ? On peut en douter. Mais, après celle de François Léotard, elle risque de semer la confusion entre la question du financement public des partis politiques et l'enrichissement personnel. Deux dossiers qui sont de nature fort différente, faut-il le rappeler.

Alors que tous les partis politiques ont été amenés à trouver des sources de financement qui n'étaient codifiées par aucune législation, il s'avère curieusement qu'on ne demande des comptes aujourd'hui qu'au PS. "Il me serait agréable qu'on interroge le Front national sur sa campagne présidentielle, et notamment son trésorier qui a été incapable de se souvenir du nom de la banque qui a financé un prêt de cinq millions de F, estime Jean Le Garrec, rapporteur de la commission de l'Assemblée nationale sur le financement des partis. Je voudrais qu'on interroge également les responsables économiques qui ont été incapables de répondre à certaines questions que la commission leur a posées."

Alors que l'inculpation de René Bousquet et Maurice Papon pour crime contre l'humanité a été prononcée dans le plus grand secret -il a fallu dix jours pour que cette information soit rendue publique- celle qui pourrait frapper Henri Emmanuelli a été révélée immédiatement alors qu'elle devrait lui être officiellement notifiée au mois d'août. La vocation de la justice est-elle de faire deux poids deux mesures ?

J.-P.B.

◆ LE JUGE ◆ OU LA MORT DE L'INSTRUCTION

Ainsi, le juge vient-il de démontrer, un peu plus et mieux, s'il en était besoin, qu'il s'acharne à poursuivre le Parti socialiste et que ses cibles sont bien les socialistes. En janvier, il perquisitionnait les bureaux de la trésorerie du PS, rue de Solferino, pendant plus de cinq heures, après avoir prévenu avec succès la presse et avoir, en vain, tenté de perquisitionner les bureaux d'Henri Emmanuelli à l'Assemblée nationale, démarche interdite en session.

Depuis, il n'a cessé de faire distiller des informations et de jeter en pâture des noms d'élus du PS, sans que jamais il ne soit précisé si ces responsables se trouvent "nommés" parce qu'ils se sont enrichis ou, tout simplement, parce qu'ils font de la politique. A la veille de l'ouverture de notre congrès de Bordeaux, il franchit un pas de plus. Il fait annoncer par la presse son intention de convoquer pour l'inculper le président de l'Assemblée nationale en tant qu'ancien trésorier du PS. Pour le moins, ce magistrat a le sens de l'effet d'annonce. Médiatique, il l'est ! Dans le respect des textes de procédure ? C'est moins sûr. Son dernier geste innove dangereusement dans l'attirail de la procédure pénale. Il vient d'inventer la "pré-inculpation par voie de presse" et de mettre à mal les libertés fondamentales de chaque citoyen. Dans notre pays, selon nos textes, inculpation ne vaut pas condamnation, mais le fait est là et le discrédit est jeté... Ainsi, c'est par la presse qu'Henri Emmanuelli se trouve quasiment inculpé alors qu'il n'a reçu aucune notification ni avis de la chambre d'accusation de Rennes. Van Ruymbeke en fait trop.

Ce juge trop imaginatif, a sans doute signé là l'arrêt de mort de l'instruction actuelle et rendu encore plus indispensable une réforme de notre Code de procédure. Trop, c'est trop injuste, la justice vaut mieux que l'usage qu'en fait ce juge de Rennes. Il faut la défendre en la mettant à l'abri des usages excessifs et des abus partisans qui la discréditent. Il faut la réformer d'urgence pour pouvoir de nouveau la respecter.

L.C.-S.

Le congrès ordinaire sur les statuts étant clos, Pierre Mauroy peut ouvrir le congrès extraordinaire

Gérard Lindeperg



Il présente le rapport d'activité de la direction depuis le congrès de l'Arche.

"Ce bref intervalle a été riche de changements et lourd d'épreuves.

Après l'euphorie née du grand souffle de liberté qui a balayé l'Empire soviétique, après l'immense espérance de paix et de désarmement, est venu le temps des difficultés et des inquiétudes. Au plan international, nous avons réaffirmé que le respect des droits de l'homme et la démocratie ne sauraient être considérés comme un luxe des pays riches.

En ce qui concerne le Parti, après les turbulences de Rennes, il était indispensable de créer les conditions du rassemblement des socialistes en passant d'une synthèse de cohabitation à une synthèse de redynamisation.

Le changement a affecté aussi le gouvernement. La nomination de P. Bérégovoy a été bien accueillie en dépit d'un contexte politique difficile. Le point d'équilibre entre l'exigence de la réforme et la nécessaire prudence est difficile à établir dans un pays qui réclame des changements mais se hérisse dès que le gouvernement et le Parlement passent à l'acte.

Le gouvernement a su désamorcer quelques conflits. Il n'a pas hésité à pousser jusqu'à leur terme des projets de lois et diverses mesures qui s'imposaient. S'agissant de l'emploi, la priorité des priorités, il a mis en place un nouveau dispositif. Mais il ne peut pas tout à lui seul et nous ne réussirons qu'avec la mobilisation de l'ensemble des partenaires concernés. Notre congrès doit faire des propositions vigoureuses pour la réduction, le partage et l'aménagement du temps de travail et oser poser les jalons de la révolution du temps choisi."

Il a ensuite fait un constat sans complaisance des difficultés qu'a connues le Parti socialiste : "défaite électorale grave qu'il nous faut reconnaître comme telle, grand virage économique pris en 1983 qui n'a pas été expliqué ni assumé, décalage idéologique qui s'est accompagné d'un flou stratégique. Comment rendre crédible le rassemblement de la gauche quand les communistes mêlent leur voix à celles de la droite dans un vote de censure ? N'avons-nous pas trop tardivement placé l'écologie au cœur de notre Projet ?

> **NOTRE CONGRES DOIT FAIRE DES PROPOSITIONS VIGOUREUSES**

N'avons-nous pas oscillé trop longtemps entre l'assimilation pure et simple du Front national avec la droite et la tentation du front républicain ?

Il faut y ajouter une grave fissure dans ce qui était la dimension morale de l'identité socialiste. Nous sommes les victimes expiatoires d'un système hypocrite et de procédures qui ont épargné les principaux bénéficiaires d'une loi de la jungle à laquelle nous avons mis fin avec nos lois de moralisation.

Mais nos valeurs ne sont pas en cause. C'est même souvent en leur nom que nous avons été sanctionnés."

Enfin, parlant du référendum de Maastricht, où "il s'agit de faire triompher le "oui" et de nous en donner tous les moyens" il a interpellé "les quelques-uns qui tergiversent encore : comment peut-on ironiser sur l'impuissance européenne devant le drame yougoslave et empêcher que l'Europe se dote d'une politique étrangère et militaire commune ? Comment ne pas s'étonner en voyant ceux qui ont dénoncé avec le plus de véhémence l'hégémonie américaine au moment de la guerre du Golfe, refuser aujourd'hui que l'Europe se donne les moyens de son indépendance ?"

Pierre Mauroy



Il tient à affirmer sa solidarité avec Henri Emmanuelli (voir p.VI). Puis, avant d'accueillir les délégations étrangères, il évoque les grands bouleversements des dernières années en soulignant l'importance de l'internationalisme dans le combat des socialistes. "Face au XIXe siècle, le nôtre semble une renaissance de la fatalité", entonne Pierre Mauroy, citant André Malraux. "En 1989, nous avons peut-être eu le sentiment que la paix universelle était à notre portée et pour longtemps. Peu à peu, les démocraties naissantes se sont trouvées soumises à des périls presque insurmontables. Les aspirations à la liberté se sont trouvées transformées en revendications nationales, voire en dérives nationalistes."

A "l'exacerbation des particularismes", le maire de Lille répond par la construction européenne : "Le communisme a nié la question des nationalités au nom de l'existence des classes. On s'aperçoit aujourd'hui que les nationalités ont résisté et nous retrouvons les tensions anciennes ayant provoqué l'implosion des grands empires. Hier l'Autriche-Hongrie. Aujourd'hui l'Union soviétique. Mais nous retrouvons aussi la question du dépassement des nationalités. Hier, l'unité allemande ou italienne. Aujourd'hui, la formation de l'Europe." Refusant le découragement et la morosité ambiante, Pierre Mauroy a appelé à la lutte pour la paix partout dans le monde "même lorsque les situations paraissent désespérées". Et de rendre hommage à François Mitterrand "provoquant notre fierté et notre admiration au cœur de Sarajevo meurtrie" et à Danielle Mitterrand "affrontant les plus grands dangers au cœur du Kurdistan irakien."

> **REFUS DE LA FATALITE**

"Refus de la fatalité", a martelé l'ancien premier ministre en soulignant la vigueur de l'Internationale socialiste, "hier européenne, à laquelle aujourd'hui soixante-dix pays demandent leur adhésion." Refus de la fatalité aussi dans la volonté affirmée à Rio de préserver la planète et dans l'avancée de la paix au Moyen-Orient. Enfin, Pierre Mauroy a appelé les pays développés à tenir leurs engagements en faveur du tiers monde. "Continuer le combat, le mener avec nos valeurs, c'est déjà le commencement de l'espoir."

L'Avenir Graphique - Torcy